



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
VX-COLOMBIER
STUDIO

REFONTE DE L'IDENTITÉ VISUELLE ET GRAPHIQUE

*Procédure adaptée restreinte passée en application des dispositions de l'article R.2123-1
du Code de la commande publique*

Type de marché

Prestations intellectuelles

Référence du marché

2025-003-SG

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
1 Place Colette
75001 Paris

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des candidatures

Le 5 novembre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

Article premier : Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet de la consultation	3
1.2 – Forme et procédure de consultation	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires :	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Conditions de participation des concurrents	4
1.6 - Nomenclature communautaire	4
Article 2 : Conditions de la consultation	5
2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution	5
2.3 - Délai de validité des offres	5
2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
2.5 – Conditions particulières d'exécution	5
Article 3 : Contenu du dossier de consultation.....	6
3.1 – Contenu du dossier de consultation	6
3.2 – Modifications apportées en cours de consultation	7
Article 5 : Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Modalités de présentation des documents	8
Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres.....	9
6.1 - Sélection des candidatures	9
6.2 - Jugement des offres.....	9
Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1 – Se préparer pour une réponse dématérialisée sur PLACE.....	10
7.2 – Répondre électroniquement.....	11
Article 8 : Renseignements complémentaires.....	12
Article 9 : Voies et délais de recours	12
ANNEXE 1 Modalités de réponse avec signature électronique (facultatif)	13

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

Le décret n°95-356 du 1^{er} avril 1995 conférant à la Comédie-Française le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dispose en son article 2 que : « *La Comédie-Française a pour mission essentielle de représenter les pièces de son Répertoire et d'en assurer le rayonnement national et international.*

Pour l'exercice de cette mission, la Comédie-Française assure, sous l'autorité d'un administrateur général, la continuité d'une troupe de comédiens qui comprend les sociétaires réunis dans la société des comédiens-français, des pensionnaires et des élèves stagiaires ».

L'activité de la Comédie-Française est répartie sur différents sites :

- Salle Richelieu classé monument historique (Paris 1^{er}) ;
- Théâtre du Vieux-Colombier (Paris 5^e) ;
- Studio Théâtre (Paris 1^{er})
- Atelier de stockage de décors et costumes (Paris 11^e) ;
- Bureaux administratif (Paris 1^{er}) ;
- Bibliothèque-musée (Paris 1^{er}).

Avec environ vingt-cinq (25) spectacles présentés chaque saison sur ses trois scènes et ses décors majoritairement fabriqués dans ses ateliers, la Comédie-Française est une véritable ruche de plus de soixante-dix métiers exercés par près de quatre-cents salariés sur l'ensemble des sites (dont une soixantaine de comédiens), qui œuvrent chaque jour pour que le rideau se lève.

La Comédie-Française attache une importance toute particulière à ses missions d'accueil des publics, de valorisation du patrimoine théâtral, de transmission culturelle, ainsi que de préservation de son patrimoine historique.

La Comédie-Française s'inscrit par ailleurs dans une démarche de développement durable ce qui suppose qu'elle exige de la part de ses fournisseurs, le respect des normes et réglementation en vigueur, notamment sur la protection de l'environnement, et les clauses sociales.

La consultation porte sur la refonte de l'identité visuelle et graphique de la Comédie-Française.

Cette consultation a pour but l'étude de l'image graphique de la Comédie-Française, marquant le changement de direction et de programmation artistique du nouvel administrateur général, Clément HERVIEU-LÉGER.

1.2 – Forme et montant de l'accord-cadre

La présente consultation est une procédure adaptée restreinte passée en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1^{er} du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est à prix mixte, il est composé de deux types de prestations :

- Les prestations annoncées dans les décompositions du prix global et forfaitaire, pour lesquelles le marché est un marché ordinaire à prix forfaitaire.
- Les prestations listées aux bordereaux des prix unitaire pour lequel le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bon de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le montant maximum est 220 000 euros HT sur la durée totale de l'accord-cadre (prix global et forfaitaire compris).

1.3 - Réalisation de prestations similaires :

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

1.4 - Décomposition de la consultation

Le marché n'est pas alloti, il n'est pas décomposé en tranches.

1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidat individuel et/ou en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché, ni se présenter à la fois en candidat individuel et en tant que mandataire d'un groupement.

1.6 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
79822500-7 Services de conception graphique

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre peut être reconduit par périodes successives d'un (1) an, au maximum trois (3) fois. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra donc excéder quatre (4) ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informera le titulaire par écrit au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres, telle que prévue en page de garde du présent règlement de la consultation.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé par le pouvoir adjudicateur.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L.2112-2 à L.2112-4 et L.2312-1 à L.2312-2 du Code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 à L.2113-16 du Code de la commande publique.

2.6 – Déroulement de la consultation

La consultation se déroulera en deux phases :

- Phase candidature (objet du présent règlement de la consultation) :

L'acheteur examine les candidatures au regard des capacités et des critères de sélection mentionnés plus bas et désigne les candidats admis à présenter une offre.

Cette étape a pour objet la sélection de 3 (trois) candidats minimum et maximum, sous réserve d'un nombre de candidats suffisants, lesquels seront admis ensuite à présenter une offre définitive à la Comédie-Française.

La sélection se fera uniquement au vu des dossiers reçus et permettra :

- ✓ De vérifier la capacité du candidat à répondre au présent marché. Le candidat devra fournir :
 - une note technique où sera détaillé son savoir-faire, ses moyens techniques, sa méthode de travail, les logiciels utilisés, le mode de transmission des fichiers, etc... ainsi que les moyens humains dont il dispose pour répondre au mieux, aux besoins de la Comédie-Française ;
 - une note d'intention (1200 mots maximum ou 2 pages A4 environ) comprenant une description et des références précises sur l'univers graphique et visuel propre au prestataire ou aux artistes qu'il envisage de faire intervenir sur la communication de la Comédie-Française.
- ✓ De présélectionner le(a) candidat(e) sur présentation d'un « Book/Portfolio » et de travaux réalisés dans un cadre professionnel, afin de se forger une idée précise en termes d'originalité, d'innovation, d'adéquation avec l'esprit de la Comédie-Française. Le « Book/Portfolio » consiste en un dossier de réalisation d'images, photographies, illustrations, photo montages, de chartes graphiques et de maquettes graphiques d'affiches, de brochures abouties dans un cadre professionnel au cours des 5 dernières années maximum, uniquement. Le candidat aura pris soin de sélectionner dans ce book les travaux qu'il estime les plus en rapport avec ses futures propositions visuelles et graphiques pour la Comédie-Française.

- Phase offre :

Les candidats admis respecteront les conditions prévues dans l'invitation à soumissionner de remise des offres spécifique qui leur sera adressée pour cette phase.

2.7 – Prime à la phase offre

Il est prévu que les opérateurs économiques admis à remettre une offre dont les prestations conformes aux exigences des documents de la consultation, bénéficient d'une prime dont le montant est **fixé à 1 800 € HT**.

Les modalités de versement de la prime seront détaillées dans le RC phase Offre.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

3.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- ✓ Le règlement de la consultation (R.C.) et ses annexes ;

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisée.

3.2 – Modifications apportées en cours de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de concurrence. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures.

En cas de nécessité, la Comédie-Française pourra reporter la date limite de réception des offres initialement fixée et figurant en page de garde du présent règlement de la consultation. La Comédie-Française indiquera alors aux candidats la nouvelle date limite de présentation des demandes de renseignements complémentaires dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 7 des présentes.

Les candidats seront alors tenus de remettre leur offre en intégrant l'ensemble des compléments d'information ou modifications apportées au dossier de consultation, sans pouvoir élever aucune contestation de ce chef.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les modifications apportées aux documents en cours de consultation, ainsi que les réponses aux questions posées par les candidats, seront publiées sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur ce site recevront un courrier électronique d'alerte les informant des modifications apportées et les invitant à se rendre sur ce site pour télécharger les documents ajoutés ou modifiés, ainsi que les questions-réponses.

La vigilance des candidats est donc attirée sur l'attention à porter à tout courrier électronique provenant de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr ou de tout courrier électronique ou fax provenant du pouvoir adjudicateur.

Les candidats sont également invités à se rendre régulièrement sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour vérifier l'éventuelle publication d'un avis rectificatif ou d'une question-réponse sur la procédure en cours.

Lors de votre inscription sur la plateforme, les candidats sont en outre invités à **indiquer leurs coordonnées (adresse électronique) afin d'être alertés à tout moment de tout évènement relatif à la consultation** (modifications de la consultation, échanges, résultat de la consultation...). Il leur est notamment conseillé de communiquer une adresse consultée quotidiennement et accessible à tout moment par plusieurs personnes au sein de l'entreprise candidate.

Article 5 : Présentation des candidatures

5.1 - Documents à produire

Les candidats peuvent, à l'appui, de leur candidature, utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ils peuvent également utiliser le Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants :
Renseignements d'ordre administratif et juridique sur l'entreprise qui se porte candidate

- 1 - La lettre de candidature, DC1 ou DUME à compléter ;
- 2 - En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire : la copie du jugement prononcé ;
- 3 - Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7, et D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, notamment :
 - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.
 - Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du Code du travail ;
- 4 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant le domaine d'activité objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou forme libre) ;
- 5 - Une attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité ;
- 6 - Extrait KBIS
- 7 - Documents prévus à l'article 2.6 phase candidature permettant la sélection des candidats

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

5.2 - Modalités de présentation des candidatures

Le dossier sera transmis par voie électronique au moyen d'un dossier contenant deux dossiers distincts : l'un comportant les pièces de candidature et l'autre les pièces de l'offre. Les informations et documents de la réponse seront en langue française, et déposés sur la plateforme de dématérialisation, dans les conditions précisées à l'article 7 du présent règlement de la consultation.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de remettre les éléments requis pour leur candidature par le biais d'un espace de stockage numérique. Les candidats ont, notamment, la possibilité d'accéder à un tel espace de stockage numérique, appelé « coffre-fort », sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Dans le cas où il souhaiterait utiliser un tel espace de stockage numérique, le candidat devrait indiquer toutes les informations nécessaires à la consultation de cet espace. Les conditions minimales requises d'utilisation de cet espace sont précisées dans l'annexe susvisée. L'accès à cet espace devra être gratuit et accessible jusqu'à l'attribution du marché. Les documents déposés sur cet espace devront pouvoir être téléchargés par le pouvoir adjudicateur et devront être en cours de validité à la remise de l'offre.

Il est par ailleurs rappelé que les candidats ont la possibilité de déposer une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou papier. Cet envoi devra comporter la mention « copie de sauvegarde ». (cf. article 7.2 ci-dessous).

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et dans les conditions prévues aux articles R. 21421 à R. 2152-13 du Code de la commande publique.

6.1 - Sélection des candidatures

Après examen de la recevabilité de leur candidature, les candidats seront classés selon le(s) critère(s) suivant(s)

1. Capacité professionnelle : 60 points

2. Capacité technique : 40 points

Conformément aux dispositions des articles L. 2142-1 et R. 2144-7 du Code la commande publique, tout candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne présentant pas des capacités suffisantes pour assurer l'exécution du marché, ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, pourra voir sa candidature déclarée irrecevable et être éliminé.

6.2 – Limitation du nombre de candidatures

Le nombre de candidats sélectionnés à l'issue de la phase de candidatures est fixé à minimum de trois (3).

Article 7 : Présentation et examen des offres

S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade, il n'est pas attendu de pièce relevant de l'offre. Aucun acte d'engagement, mémoire ou prix n'est attendu.

Dès lors, la composition du dossier offre détaillée ci-dessous concernent les seuls candidats dont la candidature aura été sélectionnée. L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des compléments et précisions de manière non substantielle au dossier de consultation remis aux candidats admis à participer à la phase offre.

7.1 – Contenu de l'offre

A TITRE INDICATIF, la liste des documents qui seront à remettre dans l'offre est la suivante :

- ✓ Le cahier des clause techniques particulières valant acte d'engagement (CCPAE) dûment complété par le candidat ;
- ✓ L'annexe financière de l'accord-cadre dûment complété ;
- ✓ La simulation financière de conception graphique ;
- ✓ un projet de visuel de saison imaginé d'après la note d'intention transmise ;

- ✓ un projet de maquette de programme de spectacle (une double-page intérieure)
- ✓ un projet de maquette d'affiche dont la thématique sera annoncée aux candidats retenus pour le second tour.

7.2 – Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1- Critère de la valeur technique sur 70 points
 - Pertinence des propositions créatives sur 20 points
 - Qualité artistique et esthétique sur 20 points
 - Compréhension des enjeux sur 20 points
 - Démarche environnementale sur 10 points
- 2-Critère de la valeur prix sur 30 points (DPGF+DQE)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

6.3 – Négociations

Conformément à l'article R.2123-1 al. 3° du Code de commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à l'issue d'une première analyse des offres, d'engager librement et de sa seule initiative des négociations avec les trois candidats les mieux classés en fonction de l'ensemble des critères de sélection figurant dans le règlement de la consultation.

Celles-ci ne constituent en aucun cas un droit pour les candidats, qui demeurent en tout état de cause tenus par leur offre initiale pendant toute la durée de leur validité.

Le pouvoir adjudicateur choisit librement les modalités de déroulement des discussions et d'information des candidats admis à participer aux négociations. A cette fin il peut utiliser tous les moyens habituels de communication, y compris le téléphone, le courriel et tous autres systèmes de communications électroniques. Les négociations peuvent également donner lieu à un ou plusieurs entretiens dans les locaux de la personne publique. Les offres finales sont intégrées à l'analyse, selon les mêmes critères que ceux définis ci-dessus, pour un classement final.

Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article R.2332-11 du Code de la commande publique, le pli doit être remis par transmission électronique dans les conditions énoncées par le présent règlement de la consultation.

8.1 – Se préparer pour une réponse dématérialisée sur PLACE

- ✓ **Vérifier les prérequis techniques de la plate-forme, et la configuration du poste ;**
- ✓ **S'inscrire et s'authentifier sur www.marches-publics.gouv.fr ;**

- ✓ **S'assurer de la mise à jour de son SIRET sur son compte entreprise** ;
- ✓ **« se préparer à répondre », en testant la fonctionnalité de remise des plis.**

Une consultation de test est disponible dans le menu « aide ». Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle. Ce test vous permettra de vous familiariser avec la procédure.

Nous vous invitons à effectuer ces tests avant de remettre vos offres par voie électronique notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Formats de fichiers préconisés : doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : PNG / JPEG.

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas)

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Accompagnement : le support technique de la plate-forme PLACE est à votre disposition pour vous accompagner !

8.2 – Répondre électroniquement

Les candidats doivent transmettre leur pli par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Aucun envoi sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisé.

Les modalités de présentation des plis électroniques sont décrites à l'article 4.2 des présentes.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique, dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, ou pour lesquelles l'offre n'est pas parvenue dans les délais de dépôt des plis, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôts des plis. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Une hotline est à votre disposition au numéro suivant : 01 76 64 74 07

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'Acte d'engagement qui devra donc être rematérialisé sous format papier.

Article 9 : Renseignements complémentaires

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès du pouvoir adjudicateur tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre. A cet effet, les candidats devront faire parvenir, au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les candidats privilégieront la transmission de leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les réponses du pouvoir adjudicateur seront portées à la connaissance de tous les candidats ayant été destinataires du présent règlement de consultation, dans les conditions définies à l'article 3.2 ci-dessus.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

Article 9 : Voies et délais de recours

Les candidats peuvent obtenir tous renseignements sur les voies et délais de recours auprès du greffe du Tribunal administratif de Paris, aux coordonnées suivantes :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46

ANNEXE 1 Modalités de réponse avec signature électronique (facultatif)

L'offre signée par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera re-matérialisée au moment de l'attribution, la signature de l'acheteur étant manuscrite.

Nature du certificat de signature électronique Si vous souhaitez signer électroniquement le contrat (facultatif), vous devez être titulaire d'un certificat électronique:

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.
- Sont autorisés tous les certificats [RGS](#)** conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité. Il est donc possible d'utiliser :
 - les certificats figurant dans la [liste des certificats approuvés en France](#) et accessible depuis la plateforme acheteur PLACE : www.marches-publics.gouv.fr
 - [les certificats figurant dans la liste des certificats dressée par la Commission européenne disponible](#)
 - tout autre certificat non référencé émis par d'autres autorités de certification, françaises ou étrangères, délivrées dans des conditions « équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité défini par le décret du 2 février 2010 ». Dans ce cas, le candidat doit fournir :
 - les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'autorité de certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation
 - tout élément d'analyse permettant d'établir que le certificat utilisé est émis "selon des normes équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité", avec traduction des documents en langue française

Outil de signature des documents si vous souhaitez signer électroniquement.

Pour signer électroniquement les pièces de la candidature ainsi que les pièces contractuelles de l'offre : le candidat peut utiliser l'outil de signature de la plateforme ou un outil de signature alternatif. Dans ce cas, le candidat doit fournir le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'utilisation en langue française, et les prérequis d'installation (type d'exécutable, OS supportés, etc.).

Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.